

04.05.2022

Situation alarmante dans le secteur laitier

L'explosion des coûts menace la production alimentaire : l'EMB appelle à agir au plus vite !

(Bruxelles, le 4 mai 2022) L'augmentation des coûts dans le secteur de la production laitière a atteint un seuil alarmant et fait planer une menace sur les producteurs et productrices, et ainsi sur la production laitière européenne. En dépit de la légère augmentation des prix du lait ces derniers mois, celle-ci est loin de pouvoir compenser la forte augmentation des coûts due à la hausse des prix des moyens de production tels que l'engrais, le fourrage et l'énergie. Toutefois, cette compensation au niveau du prix est indispensable, comme le souligne clairement le Comité directeur de l'European Milk Board (EMB).

Une augmentation massive des coûts en Europe

- En Allemagne, les principales laiteries de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont versé 44 centimes par kilogramme de lait à leurs producteurs au mois de février. En dépit de cette augmentation du prix, les calculs de la Chambre d'agriculture de Rhénanie-du-Nord-Westphalie indiquent une hausse des coûts de production à hauteur de 10 centimes (comparé à l'exercice 2020/2021), amenant la totalité des coûts de production à 53 centimes par kilogramme de lait. Cette compensation est donc loin d'être suffisante. La Chambre a d'ailleurs ajouté que « l'augmentation des coûts calculée par notre Chambre anéantit complètement la hausse du prix du lait ». En effet, les coûts des producteurs continuent de croître. Par exemple, déjà au mois d'avril, les prix du tourteau de colza ont dépassé la barre des 500 euros par tonne.
- Au Portugal, en comparaison avec le mois d'avril 2021, les chiffres d'avril 2022 présentent une augmentation de 62 pour cent du prix du diesel, de 77 pour cent pour le prix du maïs, et de 140 pour cent pour le prix des engrais azotés.
- L'augmentation des prix des engrais affecte également la Norvège, où ceux-ci ont plus que doublé par rapport à 2020 et les prix de l'électricité ont même triplé ces deux dernières années.
- En France, les coûts de l'énergie ont connu une augmentation d'environ 30 pour cent en un an, et ceux des engrais de plus de 80 pour cent (comparaison février 2021/2022).
- L'Italie et les Pays-Bas ont indiqué qu'en raison de l'explosion des prix des aliments pour animaux, les producteurs se voient contraints d'envoyer davantage de vaches laitières à l'abattoir. Un calcul récent basé sur l'exemple d'une ferme de 200 vaches laitières en Lombardie, en Italie, détermine des coûts supplémentaires d'environ 13 centimes par litre de lait par rapport à l'année précédente.

« La production laitière subit une forte pression et ceci pousse de nombreux producteurs à mettre la clé sous la porte, ce qui réduit dangereusement le nombre d'exploitations dans l'UE », indique Sieta van Keimpema, présidente de l'EMB. D'après Elmar Hannen, membre du Comité directeur de l'EMB, il faut à tout prix lutter contre ces évolutions dangereuses : « Le pire qu'il puisse nous arriver en Europe serait que l'on perde encore un grand nombre d'agriculteurs, car ils ne feront pas marche arrière. Il est clair que cette perte rapide entraînera de réels problèmes pour la production alimentaire en Europe. »

Une agriculture sans exploitations saines, une agriculture en fin de compte fortement industrialisée, ne pourra pas suivre la voie écologique souhaitée. C'est pour cette raison que l'EMB exhorte tous les responsables à agir rapidement.

Que doit-il se produire MAINTENANT pour garantir une production laitière stable et pérenne ?

1. L'explosion des coûts de production doit être répercutée et ces coûts doivent donc être couverts.
L'EMB s'adresse concrètement à la distribution et aux transformateurs qui doivent également supporter l'augmentation des coûts de production du lait.
2. La durabilité sociale doit rapidement être ancrée et mise en œuvre au sein de la PAC et du Pacte vert.
Sans exploitations viables, il ne peut y avoir de souveraineté alimentaire ou de transition écologique vers la durabilité environnementale. C'est pour cette raison que l'UE doit impérativement donner la priorité à la durabilité sociale dans

ses stratégies et règlements.

3. Le marché doit participer à la transformation de l'agriculture.

L'objectif doit être de veiller à ce que les prix permettent de couvrir la totalité des coûts, y compris des coûts de durabilité. À cette fin, le marché doit participer à la transformation durable de l'agriculture, et la politique doit fournir les instruments nécessaires à la réalisation de cet objectif. Car si cette situation perdure, la disparition de producteurs se poursuivra et s'accélèrera.

4. Des organisations de producteurs horizontales doivent être solidement et efficacement établies.

Des organisations de producteurs transversales qui négocient au nom des producteur.trice.s les contrats et les prix avec les transformateurs doivent être établies dans toute l'UE et dotées d'un important pouvoir de négociation. Comme l'explique Boris Gondouin, membre français du Comité directeur de l'EMB, les organisations de producteurs devraient avoir une réelle structure horizontale et ne pas être rattachées à une seule laiterie. « Ce n'est qu'en négociant avec plusieurs laiteries que les organisations de producteurs auront assez de poids sur le marché pour négocier d'égal à égal avec les transformateurs. » Il est indispensable que les agriculteur.trice.s membres de coopératives soient également représentés par ces organisations de producteurs. « De nombreux agriculteurs et agricultrices sont membres de coopératives, de sorte que celles-ci transforment une grande partie du lait, pour lequel il faut également pouvoir négocier un prix rémunérateur », ajoute Boris Gondouin.

5. Les clauses miroir doivent être appliquées aux produits agricoles importés.

L'EMB est en faveur de l'application des clauses miroir (normes sanitaires et environnementales) aux produits agricoles importés afin que ceux qui ne respectent pas les normes européennes ne soient pas admis sur le marché de l'UE. L'objectif est de pouvoir ainsi garantir à la population de l'UE le même niveau de protection sanitaire ou environnementale. Il s'agit également d'éviter que les produits fabriqués dans l'UE, produits à des coûts plus élevés en raison des normes qu'ils respectent, ne soient pas évincés par des importations « bon marché ». Car sinon, ceci équivaldrait à n'avoir que des transferts de production et donc d'émissions en dehors de l'UE, ce qui freinerait les améliorations environnementales au niveau mondial.

Contacts :

Sieta van Keimpema – présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Elmar Hannen – membre du comité directeur de l'EMB (DE) : +49 (0)175 6378484

Boris Gondouin – membre du comité directeur de l'EMB (FR) : +33 (0)679 620 299

Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

[<<< back](#)